

L'opinion publique, aiguillon de la recherche agronomique



Eva Reinhard, directrice suppléante de l'Office fédéral de l'agriculture OFAG

Chère lectrice, cher lecteur,

Ces derniers mois, les produits phytosanitaires ont été dans le collimateur des défenseurs de l'environnement et des médias. Ils continuent de considérer la question d'un œil critique, bien que le Conseil fédéral ait donné le feu vert à l'élaboration d'un plan d'action visant à réduire le risque phytosanitaire, dans la perspective d'un emploi durable de ces produits. Or, les arguments rationnels peinent à émerger du débat, à tel point que même les experts rechignent à s'exposer. L'agriculture pourrait se voir entravée dans le choix de ses méthodes et de ses moyens de production, en l'absence de toute preuve scientifique. Une conséquence funeste, car une production agricole durable ne saurait exister ni relever les défis de l'avenir qu'en innovant, en recourant à des méthodes plus efficaces et à des moyens plus efficaces mais moins gourmands en ressources.

Innover et rechercher la durabilité

La pression exercée par l'opinion publique peut pourtant stimuler l'innovation et la recherche de la durabilité. Par exemple, l'interdiction temporaire de trois néonicotinoïdes, décrétée en automne 2013, a suscité de graves inquiétudes chez les cultivateurs de maïs et de colza, qui craignaient que l'emploi de semences non traitées ne conduise à une prolifération de la pyrale du maïs, de l'altise d'hiver du colza, de la mouche du chou et du ver fil de fer. Pour le moment, il est impossible de prévoir les conséquences de cette interdiction, mais j'ai été étonnée de constater que, très vite, on a envisagé des solutions nouvelles reposant sur les principes de la lutte phytosanitaire intégrée, mettant en œuvre des moyens combinés de nature biologique, biotechnologique, chimique, physique, culturale ou relevant de la sélection végétale. D'après ces principes nouveaux, la chimie ne représenterait plus qu'une arme à employer en dernier recours, dans les quantités nécessaires et au moment optimal. Il s'agit maintenant de développer cette méthode et de l'intégrer davantage dans les prescriptions en vigueur, sous la forme de directives concernant spécifiquement certaines cultures et certains secteurs.

Un pionnier de la protection intégrée des plantes

Agroscope a une grande expérience de la protection intégrée des plantes et possède un important savoir-faire dans le domaine. À cet égard, il est encourageant de constater que ce numéro de Recherche Agronomique Suisse consacre directement ou indirectement plusieurs articles aux différents aspects de la protection intégrée des plantes et aux possibilités que celle-ci ouvre à l'agriculture. Citons par exemple l'obtention de variétés résistantes, la mise au point de méthodes de production défavorables à la multiplication des organismes nuisibles, ainsi que la recherche et l'élaboration de nouvelles substances phytosanitaires.

Dans l'économie agroalimentaire internationale, la politique agricole suisse et Agroscope sont en mesure de se placer à l'avant-garde de la protection intégrée des plantes. Mais pour cela, il faut qu'à tous les niveaux l'on se montre plus inventif et que l'on travaille dans un plus grand souci d'anticipation, tout en poursuivant le dialogue avec l'opinion publique.